Un nouveau compromis social-démocrate pour relancer l'Union européenne ?

A New Social-Democratic Compromise to Revive the European Union?

Mario Telò

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6115>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.6115](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6115)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Mario Telò, « Un nouveau compromis social-démocrate pour relancer l'Union européenne ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 24 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6115> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6115>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Un nouveau compromis social-démocrate pour relancer l'Union européenne ?

Mario Telò

*Institut d'études européennes,
Bruxelles*

L'Union européenne ne doit pas renoncer à ses valeurs

Un nouveau compromis social-démocrate se dessine-t-il au centre de l'Union européenne en 2014 ? Sera-t-il capable de sortir de la crise, de relancer la construction européenne et le rôle de l'UE dans le monde ?

Trois données nouvelles :

1) L'accord entre CDU et SPD pour le gouvernement de « grosse Koalition » envisage une modeste mais importante ouverture au keynésianisme interne (salaire minimum, retraites anticipées pour les travaux lourds, etc.), ce qui aura un impact sur la demande européenne. Pas une locomotive, mais un début de relance par la demande.

2) François Hollande a prononcé un discours le 16 janvier en faveur du tournant social-démocrate : baisse des impôts en échange d'un pacte de responsabilité du mouvement ouvrier avec les entrepreneurs. Le président du patronat, Pierre Gattaz, a accepté d'entamer des négociations. Même si les syndicats sont encore divisés, cela pourrait être la base d'une convergence franco-allemande. Les Allemands dépenseraient plus alors que les Français dépenseraient moins (plus de stabilité).

3) En Belgique, le premier ministre socialiste Elio Di Rupo revendique à Davos que son pays a géré la crise par une politique conciliant diminution de la dette (en dessous du 100 % du PIB) et croissance.

Intéressant aussi, car c'est une défaite du courant néo-conservateur de David Cameron : alors que Tony Blair voulait « être au cœur de la construction européenne », ce qui avait donné lieu au sommet franco-britannique de Saint Malo en 1998 et à l'ambition de co-diriger l'Europe de la sécurité, Cameron oscille entre deux scénarii qu'il a envisagés avec sa proposition de référendum sur l'Union européenne en 1975. Soit une Europe « flexible » (une Europe à la carte), soit le Royaume-Uni faisant cava-

lier seul au milieu de l'Atlantique. Le deuxième scénario a été critiqué par... l'Administration Obama : vous n'êtes intéressants pour nous chers Britanniques, que si vous appuyez l'UE de l'intérieur. Quant au premier scénario, il est rejeté par la dynamique en cours vers l'approfondissement de l'intégration.

La crise de la Zone Euro, une bonne crise ?

Tout va bien donc ? Pas du tout. La crise de la zone Euro sera une « bonne crise » uniquement aux conditions suivantes :

- 1) Un accord sur le budget de la zone Euro.
- 2) Des « accords de partenariat » entre l'UE et les États membres impliquant des délégations de souveraineté en échange de la promesse d'être aidés en cas de difficulté.
- 3) Un projet social-démocrate qui ne soit plus basé sur l'axe franco-allemand classique, trop limité pour gouverner une Union européenne avec 28 États membres. Au minimum il doit englober les pays clés de la zone Euro. De nouvelles éditions du couple 'Merkozy' de 2008-9, en version 'Merkhollande', sont désormais impossibles.
- 4) Des élections européennes de Mai qui voient la possibilité pour le Parlement européen d'élire un candidat innovateur à la tête de l'UE et de sortir l'Europe de la stagnation Barroso.

Si ces conditions sont remplies, l'UE pourrait négocier le Partenariat transatlantique (TTIP) avec les États-Unis en position de force et ne pas renoncer à ses valeurs au niveau de la négociation, sans crainte de se faire « manger » par les États-Unis. Également, l'UE sera encore une référence face au dilemme de la Chine entre une voie keynésienne, incluant la sécurité sociale pour tous, et la voie d'un capitalisme débridé.